

L'OUVRIER MÉTALLURGIQUE



organe mensuel

de la fédération française des syndicats de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

? Syndicats
22-23 Octobre 1938
Congrès Fédéral
DE LA
METALLURGIE

LA PAIX SOCIALE PAR LE SYNDICALISME

Depuis le développement de la concentration industrielle et la création de ces immenses cités dans lesquelles les travailleurs ont été contraints à une vie collective, le problème s'est posé à chaque instant de l'organisation, de la direction et, hélas pour certains, de l'utilisation de la masse ainsi rassemblée.

En parcourant l'histoire du mouvement ouvrier depuis un siècle et, plus particulièrement, de ce qui se rapporte à nos milieux métallurgistes, on est amené à constater combien son évolution a été et est encore retardée par ce qu'on peut appeler ses colères subites, provoquées autant par la situation matérielle inconstante qui lui était faite, que par son incapacité et son incompetence à se discipliner, conséquence de son manque d'éducation et de formation.

Chacune des étapes qui jalonnent la route parcourue par le mouvement ouvrier métallurgiste est caractérisée par des emportements subits qui remettent en cause des avantages péniblement obtenus.

L'action est ainsi déformée par une information étrangère à des méthodes d'organisation et de formation dont l'objet serait, précisément, d'éviter ces victoires de la violence qui aboutissent à REPLACER LES TRAVAILLEURS SOUS LA DÉPENDANCE PATRONALE, c'est ce que nous démontrent les dernières grèves de la Métallurgie Parisienne.

Où l'unité organique n'a pu faire l'union

Les luttes de tendances à l'intérieur du mouvement syndical unifié sont caractérisées par leur opposition dans l'action.

La fraction socialiste lutte contre la fraction communiste, laquelle s'oppose violemment aux Trotskyistes, on suppose sans difficulté ce que deviennent dans cette bagarre les INTERETS PROFESSIONNELS DES CAMARADES OUVRIERS : prétexte pour entretenir la lutte où chacun ensuite s'accuse de trahison.

Telle est la fin brusquée du dernier conflit où après avoir tout exigé, la fraction communiste a tout lâché pour sauvegarder les intérêts politiques du parti.

DURE ÉPREUVE POUR L'AUTORITÉ DU SYNDICALISME, au moment où il lui faudrait faire face à une nouvelle attaque patronale déclenchée à l'aide des « Comités Indépendants anti-marxistes », véritables contre-syndicats qui se reconstituent au moment même où les Syndicats, dits « Professionnels », disparaissent dans leur propre boue.

Sous la protection intéressée de puissantes directions patronales, apparentées, par ailleurs, avec un certain chef politique, ayant gagné ses galons dans le parti de la Révolution, ces Comités « anti » largement subventionnés, s'efforcent d'embrigader les travailleurs pour lutter contre le marxisme dont, du même coup, ils alimentent, par leur attitude anti et leur forme de lutte, la propagande.

Que deviennent au sein de cette autre bagarre les intérêts professionnels des travailleurs ? Question secondaire.

D'abord s'opposer au marx-

isme. La formule simpliste — importée des pays totalitaires — ne manque pas d'astuce, en détournant l'attention des travailleurs des problèmes syndicaux et professionnels, elle permet à certaines puissances financières et économiques de consolider leur position.

Aussi, et il le faut, pour sauver le syndicalisme et par lui, assurer la Paix Sociale, pousser notre action syndicale professionnelle.

Développer nos connaissances économiques, acquérir les compétences indispensables pour la discussion des problèmes du travail.

Tels sont les moyens par lesquels nous donnerons Force et Autorité au Syndicalisme professionnel que nous représentons.

Il faut à tout prix sortir la classe ouvrière du cercle infernal dans lequel l'agitation syndicalo-politique l'a enfermée.

Il faut la libérer de la dépendance par trop intéressée sous laquelle la maintient un certain patronat, lui-même sous la dépendance de ses théories libérales matérialistes.

Il faut que la classe ouvrière ne soit plus l'enjeu de cette lut-

te stérile par laquelle elle s'oppose au patronat et le patronat à elle.

Pour cela, notre Syndicalisme ouvrier doit être fort, puissamment organisé, non point pour se placer entre les combattants, mais pour empêcher leur lutte en imposant sa méthode de collaboration qui n'est pas conciliable avec la formule de blocs antagonistes.

Pour mener à bien cette action, la discipline de la masse est indispensable ; à nous de l'informer de cette nécessité si nous voulons lui éviter les gestes irréfutables dont le résultat, après l'avoir placée dans une impasse, l'oblige à marquer le pas.

Qui donc pourrait nous objecter que ce n'est pas là un moyen efficace d'assurer la Paix Sociale par le Syndicalisme ? Le Syndicalisme chrétien, pour sa part, y travaille depuis toujours, et les Métallurgistes qui souffrent, plus que d'autres peut-être, de voir dans leur milieu cette Paix sans cesse troublée et remise en cause, se doivent de travailler à développer notre mouvement qui, seul, peut faire de cette Paix une réalité.

X.X.X.

FIN DE JOURNÉE...

Parce que tu sais le sens impérieux des devoirs qui sont tiens, parce que tu crois à l'ordre possible, à la vérité du travail, à sa grandeur, à sa sainteté, ouvrier, mon camarade chrétien, mon frère, ce que j'écris aujourd'hui dans cette fin de journée, ne sera pas pour toi.

Je te demande la faveur de m'adresser à d'autres et de leur dire ce qu'il est superflu de te dire, à toi qui détiens les principes essentiels du devoir ouvrier.

Alors, je me retourne vers vous tous, ouvriers, dont la tâche ne diffère point, mais qui croyez en d'autres maîtres, chefs humains détenteurs de leur seule vérité.

Au fond, la doctrine à part, êtes-vous si loin des nôtres, vous qui vous en croyez si différents ?

Vous pechiez et vous désirez d'un immense désir, le règne définitif de la justice sociale. Et nous !

Vous prônez à chacun de vos meetings qu'il faut défendre et organiser la paix, la paix totale, en dedans et au dehors de notre pays. Et nous !

Vous réclamez pour les vôtres et pour vous-mêmes, le pain quotidien, réclamez 2.000 ans avant vous, au nom des pauvres d'alors, pour celui qui « est », le plus juste, le plus vrai, le plus humain, le plus saint des enfants des hommes. Et nous !

Vous voulez de tout votre cœur cette liberté tant discutée, sans laquelle l'homme n'est pas tout à fait digne d'être un homme. Liberté d'agir pour le bien individuel ou commun, liberté de penser au gré de ses convictions. Et nous !

Dites-nous, s'il est une réforme sociale pour laquelle vous luttiez et que nous ne voulions pas !

Seulement, il est tout de même quelque chose qui nous distingue. Vous croyez trop à la force, quand nous entendons d'abord, faire confiance aux procédés d'entente, d'arbitrage comme on est accoutumé d'écrire aujourd'hui.

Parce que vous êtes la force, vous croyez, on vous fait croire qu'il n'est pour vous qu'un salut, la force. Pour obtenir qu'aboutissent vos revendications..., nos revendications, car après tout ce sont bien les mêmes et le pain n'est pas moins cher pour nous qu'il ne l'est pour vous ; pour ob-

tenir satisfaction, vous usez d'abord, de l'argument qui ne nous sert à nous qu'en ultime ressort : la grève !

(Voir la suite page 2.)

Le XIX^e Congrès national de la C. F. T. C.

se tiendra à Paris du 4 au 6 juin
Salle Marcellin-Berthelot, 28 bis, rue Saint-Dominique (VII^e arrondissement)

ORDRE DU JOUR: Samedi 4 Juin

- 9 h. 30. — Vérification des pouvoirs.
- 14 h. 30. — RAPPORT MORAL par J. ZIRNHELD, Président.
- RAPPORT FINANCIER par G. TORCQ, Trésorier.
- Fixation de la cotisation.
- Admissions et radiations.

Dimanche 5 Juin

- 9 h. — Ouverture du scrutin pour les élections du Bureau Confédéral.
- 9 h. 30. — LA C.F.T.C. ET LA RECENTE LEGISLATION SOCIALE : Rapport par Jean PERES, Secrétaire général adjoint de la C.F.T.C.
- 12 h. — Banquet.
- 15 h. — POUR UN CODE MODERNE DU TRAVAIL : L'ŒUVRE LEGISLATIVE A ACCOMPLIR : Rapport par G. TESSIER, Secrétaire général de la C.F.T.C.

Lundi 6 Juin

- 8 h. — Messe pour les défunts (Eglise Sainte-Clotilde, 23 bis, rue Las-Cases).
- 9 h. 30. — Réunion par Commissions :
 - Elections professionnelles.
 - Formation.
 - Loisirs et équipement économique.
 - Presse confédérale.
 - Afrique du Nord.
 - Questions agricoles.
- 14 h. 30. — Résolutions et vœux.
- DISCOURS DE CLOTURE, par Maurice GUERIN, Délégué confédéral de la région du Centre.

Pour les Métallurgistes qui assisteront au Congrès Confédéral, un BANQUET est organisé par les soins de notre FÉDÉRATION, le SAMEDI 4 JUIN à MIDI précis.

En dehors de celui-ci, il n'y aura aucune réunion spéciale pour les « Métallus ». — Toutefois, nous les prions de noter que le CONGRÈS FÉDÉRAL annuel des Syndicats de la MÉTALLURGIE aura lieu les 22 et 23 octobre 1938.

Dans l'Aviation de la Région Parisienne UN SUCCÈS SANS PRÉCÉDENT ?

Grâce au travail de militants actifs et compétents d'une part, et à la forte personnalité du camarade Ladurè d'autre part, celui-ci a réussi à enlever un poste de délégué titulaire à la S. N. C. A. S. E. (ex-Société Liore et Olivier), à Argenteuil.

Jusqu'ici les seules organisations cégétistes comptaient des délégués.

Les candidats du Syndicat chrétien obtiennent sur l'ensemble du collège électoral qui compte 676 votants et 18 candidats, un nombre de voix qui atteint suivant les catégories de 241 à 170 suffrages contre 355 et 157 à la C.G.T.

Cette élection appelle de notre part une remarque à l'adresse de ceux qui prônent l'unité sur tous les tons.

Dans l'aviation, deux fédérations de techniciens s'affrontent : l'U.S.T.A. d'une part et de l'autre la F.T.D., la première à tendance et éléments communistes en coquetterie avec la Fédération Ouvrière des Métaux et l'autre à tendance socialiste opposée à l'intrusion de la politique dans le syndicalisme, nuance « Syndicat » et adhérente à la Chambre syndicale des employés C. G. T.

Les deux fédérations présentaient chacune 9 délégués et, ô surprise, l'U.S.T.A. n'a que trois élus contre 5 à la F.T.D. et un au Syndicat Chrétien.

Nous n'avons pas à épiloguer sur les motifs qui ont fait que le résultat ci-dessus démontre par les faits la valeur syndicale de notre mouvement. Toutefois, comment ne pas retenir que le poste de secrétaire adjoint du bureau constitué par les délégués élus a été confié au camarade du syndicat chrétien ?

Cette marque de confiance à l'égard de Ladurè témoigne de sa loyauté et de la sympathie qu'il a su inspirer à ceux de nos camarades qui, tout en ne partageant pas notre idéal, reconnaissent la franchise avec laquelle nous agissons, mettant au service de la classe ouvrière toutes nos forces morales et matérielles pour l'aider à acquiescer plus de bien-être et de liberté.

L'ATTAQUE CONTRE LES 40 HEURES

Ci-dessous les demandes de dérogation formulées par les Chambres Syndicales Patronales :

MINISTÈRE DU TRAVAIL

AVIS relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'application aux industries suivantes des dispositions du décret du 21 décembre 1937, portant dérogation exceptionnelle dans les industries assujetties à la loi sur la semaine de quarante heures qui souffrent d'une insuffisance de main-d'œuvre qualifiée :

- 1° Construction et réparation des bateaux fluviaux ;
- 2° Industrie horlogère ;
- 3° Industrie de la fonderie ;
- 4° Construction navale ;
- 5° Construction métallique ;

- 6° Fabrication d'accessoires et de pièces détachées d'automobiles, de cycles et d'appareils aériens ;
- 7° Industries techniques de précision ;
- 8° Tréfileurs et dénatureurs de fil d'acier et de fer ;
- 9° Industries des aciers laminés à froid ;
- 10° Industrie de la tôlerie de carrosserie d'automobiles ;
- 11° Producteurs de zinc ;
- 12° Industrie de la quincaillerie, de l'outillage et du ménage ;
- 13° Construction mécanique ;
- 14° Industrie de la carrosserie.

Les organisations devront faire connaître leur avis au Ministère du Travail avant le 20 mai.

(« J.O. » des 13 mai et 15 mai 1938.)

La réponse de la Fédération

Le 18 mai 1938.

Monsieur le Ministre du Travail,
Ministère du Travail,
Cabinet du Ministre,
127, rue de Grenelle, Paris (7°)

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous donner ci-dessous l'avis de notre Fédération, au sujet des dérogations à la SEMAINE DE QUARANTE HEURES, envisagées pour les Industries qui souffrent d'une insuffisance de main-d'œuvre qualifiée, conformément à l'AVIS paru au JOURNAL OFFICIEL des 13 et 15 mai 1938.

La FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SYNDICATS DE LA MÉTALLURGIE et Parties Similaires — C.F.T.C. — rappelle, tout d'abord, que l'ARTICLE 6 du Livre II du Code du Travail, stipule que « la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un ou de l'autre sexe, et de tout âge, ne peut excéder quarante heures par semaine ».

L'ARTICLE 7 du même Livre indique que des décrets fixeront les modalités d'application de l'article précédent.

Par modalités d'application, il convient d'entendre les modalités de répartition des quarante heures.

Nous estimons donc que le décret du 21 décembre 1937, comme, du reste, tous les décrets comportant des dérogations, constitue une violation de l'article 6 du Livre II du Code du Travail.

Néanmoins, s'il nous était prouvé que ces dérogations répondent à une nécessité nationale, nous n'hésiterions pas à accepter que la loi du 21 juin 1936 soit modifiée en conséquence.

Mais nous estimons que la preuve ne sera faite que lorsqu'il n'y aura plus un si grand nombre de chômeurs dans les Industries visées et nous demanderions, en outre, que les dérogations s'appliquent uniquement à la catégorie indiquée par le décret du 21 décembre 1937 : la main-d'œuvre qualifiée.

Sur l'emploi du terme « Main-d'œuvre qualifiée », nous faisons les plus expresses réserves, notamment sur son utilisation depuis la généralisation des conventions collectives à propos des essais professionnels qui sont d'une sévérité excessive et, dans de nombreux cas, constituent des abus à l'aide desquels on procède au déclassement de la main-d'œuvre.

A l'appui des réserves ci-dessus formulées, nous nous permettons, Monsieur le Ministre, de citer, tant en ce qui concerne le chômage que le manque de main-d'œuvre qualifiée, les « Considérants » de la Sentence Surarbitrale de Monsieur le Professeur QUALID, rendue le 7 FEVRIER 1937, à la suite de la demande ouvrière pour l'augmentation des salaires dans la Métallurgie Parisienne.

(Voir la suite page 2.)

Vacances Ouvrières

par Jean RICHARD

La clarté des jours nouveaux, les arbres au jardin coiffés de leur feuillage comme d'une chevelure, la campagne qui sent bon, la terre et l'herbe humides et la ville qui nous pèse davantage, qui nous étouffe un peu plus, la ville qu'on aime moins où l'on s'ennuie, la nostalgie, enfin des évocations, tout cela chante en nous, le temps qui vient des vacances prochaines.

La halte approche dans l'annuelle série des jours laborieux, arrêt familial et nécessaire trop longtemps méconnu de la plus travailleuse et de la plus courageuse des classes sociales. Les congés payés ! c'est-à-dire les congés obligatoires qu'on ne prend plus ou qu'on ne néglige plus au gré des ressources financières larges ou modestes, les congés payés que n'ont point connus nos pères, sont en notre époque curieusement agités, l'un des avantages obtenus, les plus réels, les plus impérieux qu'ait acquis la classe ouvrière.

Quinze jours de repos, deux

semaines de répit dans la chaîne annuelle du labeur harassant, c'est à tous les points de vue, un arrêt nécessaire et profitable.

...Et qui peut être profitable à ceux-là qui en bénéficient.

Profitable au corps qui oubliera pendant cette période la routine des mêmes gestes, l'empoisonnement des mêmes atmosphères sous les mêmes verrières, jusqu'au chemin quotidien monotone qui mène à l'usine, à l'atelier, au chantier. C'est le temps où l'homme qui n'a point le loisir d'y songer en d'autres moments, s'aperçoit enfin qu'il n'est pas une machine, mais un homme. Pendant quinze jours, il peut et sait qu'il peut se reposer, se fatiguer comme il l'entend, sainement du matin jusqu'au soir. Il se sait libre de partir ou de demeurer, libre de besogner à des œuvres différentes et familiales. Et voilà qui est bon et juste et indispensable.

Mais le temps des loisirs, c'est aussi pour l'ouvrier l'échappée

à l'ambiance trouble des collectifs d'usines. Car, l'homme seul est un être raisonnable qui, trop souvent, n'est plus en compagnie d'autres hommes qu'une voix qui hurle sans savoir quoi, mue par de sourdes puissances demeurées en coulisse, émanées d'on ne sait trop quelles sources mauvaises.

Le cœur et l'esprit

Alors, il faut que les vacances soient pour l'ouvrier en même temps que le repos et le détachement du corps, le détachement et la rééducation de l'esprit et du cœur.

D'autres, en d'autres temps, ont, dans les classes supérieures d'une société injustement partagée, pratiqué cette sorte de culte excessif du corps. La Grèce et la Rome de l'histoire antique ont connu tous les raffinements et l'athlète y était honoré à l'égal d'un dieu.

L'homme, quand il n'était point esclave, n'était plus que le propre prête de lui-même. Parce qu'en dépit de la devise fameuse qui veut un esprit sain dans un corps sain, si le corps faisait l'objet de tous les soins, l'esprit lui ne connaît que des délabements pervers de siècles qui devenaient par ailleurs, immortels.

On sait comment finit cette fausse civilisation. On connaît les décadences totales qui suivirent et dont les peuples blessés mirent à se relever, d'autres siècles.

Le droit nouveau dont jouit maintenant la classe ouvrière, n'a, bien entendu, aucun terme de comparaison possible avec celui qui fut arrogé jadis les nobles gens d'Athènes ou de Rome. Il n'en reste pas moins que l'erreur antique doit servir de leçon au présent. Loisir oui; oisiveté non.

Les proverbes ont du bon et sont souvent le fruit d'une expérience exacte et du juste bon sens populaire et nul n'ignore depuis qu'il fut enfant celui qui affirme très judicieusement que l'oisiveté est la mère de tous les vices.

Loisirs de l'esprit

Mais qu'entendre par loisirs de l'esprit ?

Pour ceux-là, il n'est peut-être même pas besoin de livres ou de maîtres. Il suffit de soi-même, à condition qu'on ait le courage de regarder en son for intérieur assez profondément pour y découvrir l'erreur dont personne n'est dispensé.

A l'usine, à l'atelier, au chantier, répétons-le, l'homme n'a guère le temps d'être lui-même, tout lui-même. Il est un rouage qui pense peu ou s'il pense, qui pense mal et ne juge pas. Il entend autour de lui, des arguments exorbitants qu'on soulève et qui ne le rebutent point, car l'atmosphère même du lieu anesthésie en lui toute faculté de réaction. L'esprit aussi se charge de toxines qu'il est nécessaire, au temps des loisirs de laisser balayer par le grand vent venu des justes horizons.

Chaque année, le temps de congé devrait être pour l'ouvrier l'occasion d'une montée nouvelle sur le chemin de l'idéal intellectuel et moral.

Car la classe ouvrière a besoin d'apprendre. Au problème qu'elle entend résoudre, qu'elle a plus que tous autres le droit et le devoir de résoudre, parce que c'est son problème, aux solutions qu'elle seule peut vraiment apporter aux énigmes sociales parmi lesquelles elle se débat, où d'aucuns la laissent avec l'intention mauvaise de l'enligner, elle doit opposer une connaissance approfondie des sciences de justice et de vérité.

Qu'elle médite sur les principes où s'appuie notre régime, qu'elle sache que la liberté n'est point en droit à sens unique, ni l'égalité une faveur restrictive accordée à certains contre tous les autres, ni la fraternité un mot sans rien derrière.

Qu'elle s'interroge, qu'elle examine sa conscience, au temps où, individuellement échappée à l'ambiance excitée des usines, elle peut accomplir dans la paix cet examen-là.

Alors, j'en suis sûr que la stupeur fera la joie de tout observateur impartial.

Ils auront vu partir une classe ouvrière excitée par leur voix, injuste et gavée qu'elle était de leur doctrine. Ils retrouveront un élément fort et sain qui s'est réveillé, durant son repos, d'une vraie force. C'est à ce moment que les faux prophètes sentiront que l'heure est venue pour eux, d'abandonner leur trône de faux or et leurs instruments périmés de magiciens auxquels on ne croit plus.

Quels fruits superbes auraient alors portés de telles vacances !

Classe, ma classe ouvrière, il ne faut point te laisser bercer par ceux dont tu crois qu'ils servent la cause. En vérité, ce sont eux, plutôt, qui s'emparent de ton idéal, le brandissent comme s'il leur appartenait et te crient : « Suis-moi ». Dieu sait où ils te mènent et où ils te mèneront. De récents conflits l'ont bien appris, pourtant qu'ils te jouaient ceux dans lesquels tu as mis ta confiance trop confiante.

Le devoir de savoir

Instruis-toi, classe ouvrière ! Sache ce que les autres savent, alors tu n'auras plus besoin d'eux et tu mèneras librement ton destin.

Sois libre et sois loyale. N'appartiens qu'à toi-même. Ne te donne comme chef, que les tiens, que ceux qui ont fait leurs preuves, dont tu sais qu'ils sont des apôtres de la cause et désintéressés de leurs propres intérêts.

Crois en toi, classe ouvrière. Ton erreur est de douter. Tu doutes de ta sagesse, alors tu suis ceux qui te prêchent la folie; tu doutes de la grandeur et tu entends les prédicateurs de causes mesquines; tu doutes de ton courage et tu applaudis ceux qui le veulent victorieux sans bataille, du combat quotidien contre le mal et contre l'erreur. Il ne faut plus douter de toi. Parce que douter de soi, c'est croire aux autres et croire en ceux qui ne méritent pas cette belle confiance que tu leur accordes avec ta coutumière générosité.

Encore une fois, ce n'est point en cours d'année, lorsque tu es prise par l'ambiance de ton milieu, que tu peux, classe ouvrière, que nous pouvons, éléments individuels de la classe ouvrière, faire sur nous-mêmes, ce courageux et difficile retour.

Mais au repos qui va venir, quand nous désapprendrions pour deux semaines le chemin du labeur de chaque jour, lorsque nous sentirions que nous sommes libres, totalement libres de nous-mêmes, de nos actes et de nos pensées, chrétiennement libres sur la voie élargie du devoir, alors le temps sera venu de regarder en soi-même, de connaître la profondeur de notre erreur et de savoir qu'il faut maintenant regarder vers d'autres saveurs, envisager un autre salut où le prochain ne sera point lésé, où il aura la juste part à laquelle il a droit, une sorte de salut collectif et total de la classe ouvrière.

...Malgré ceux qui la veulent perdre sous peine de perdre leur propre prestige.

Tel sera le fruit, « Métallos » chrétiens, de ces loisirs prochains qui s'annoncent avec la clarté des jours nouveaux, les arbres qui se couvrent, au jardin, de leur feuillage comme d'une chevelure et la campagne qui sent bon, la terre et l'herbe humides...

Jean RICHARD.

NOTRE CARNET

Marie-Jean-Pierre et Thérèse Le Bihan nous font part de l'heureuse arrivée de leur petite sœur Geneviève.

L'Ouvrier Metallurgiste les remercie de cette heureuse nouvelle et il adresse à M^{me} Le Bihan tous ses compliments et ses vœux pour sa santé personnelle et celle de sa chère famille et plus particulièrement pour la petite Geneviève.

Quant au cher papa, notre camarade Paul Le Bihan, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, nous sommes heureux de le féliciter de l'exemple familial qu'il nous donne.

..

Nos camarades de Soissons nous font part de la naissance de Claudine, fille de Godimus Delmas, membre dévoué du conseil de la métallurgie. L'Ouvrier Metallurgiste est heureux de présenter tous ses compliments aux heureux parents et tous ses vœux pour la santé de la maman et du cher bébé.

L'ATTAQUE CONTRE LES 40 HEURES

La réponse de la Fédération

(Suite de la 1^{re} page.)

Sur la demande des dérogations à la semaine de quarante heures, M. OUALID précise :

« Qu'il y a lieu de tenir compte de l'existence d'un nombre considérable de chômeurs tant professionnels que manœuvres de la Métallurgie de la Région Parisienne ». — « Que les travailleurs ne sauraient accepter qu'une loi votée en juin et appliquée à dater du 6 décembre, donnât lieu à une suspension de son application désormais impossible, autrement que par une modification de la loi elle-même, FUSSE MEME AUX DEROGATIONS, une prolongation temporaire de durée du travail prévue dans le décret du 27 octobre 1936, avant qu'un effort massif et efficace ait été tenté en vue de résorber les travailleurs professionnels utilisables en chômage ».

Et nous nous permettons d'ajouter, Monsieur le Ministre, que rien n'a été fait par les employeurs en vue de tenir compte des observations ci-dessus.

En ce qui concerne la main-d'œuvre qualifiée, le Surarbitre déclare que : « Moyennant quelques mesures, telles qu'une sévérité moins grande des essais professionnels imposés à l'embauchage, les définitions plus strictes des normes professionnelles et la détermination de la qualification professionnelle des travailleurs, à l'aide d'essais et d'épreuves subis dans les ateliers de l'Etat, par analogie avec les sélections professionnelles réalisées pendant la Guerre, à l'occasion de la mobilisation industrielle, des mutations à l'intérieur des établissements, un reclassement actuel des déclassés, l'adaptation des jeunes travailleurs, etc. », et, le Surarbitre ajoute :

« Avant de recourir à la solution économiquement plus commode, mais socialement discutable et financièrement ruineuse pour le pays, qui consistera à faire exécuter des heures supplémentaires aux professionnels déjà en place, avant d'avoir utilisé, au maximum, les travailleurs en chômage disponibles. »

Nous ne saurions, Monsieur le Ministre, ajouter aucun commentaire à ces textes, sinon qu'ils demeurent rigoureusement exacts.

C'est pourquoi nous émettons un avis nettement défavorable contre les dérogations envisagées.

En conséquence et sur l'autorité du document ci-dessus énoncé, nous nous opposons formellement à toute dérogation à la semaine de quarante heures.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre parfaite considération.

LE BUREAU FÉDÉRAL du 16 MAI

Présidée par Jean Pérès, notre Secrétaire-Délégué, la réunion a porté sur de nombreuses questions inscrites à l'ordre du jour de l'activité syndicale; après la lecture habituelle du procès-verbal et les précisions apportées par le Secrétaire Général sur une demande de participation financière d'un de nos Syndicats de la Région de Maubeuge, enfin au sujet d'indemnités de chômage, particulièrement importantes, versées à Quimper, le Bureau procède à l'admission de plusieurs Syndicats, notamment pour Clisson, Cognac, Beaumont, Sens, Guingamp et Apprieu.

Il prend connaissance des démarches faites par le Syndicat Parisien auprès du Groupement Patronal de la rue Boissière, et de l'intervention de la Fédération auprès du Ministère du Travail, demandant le paiement intégral des allocations familiales retenues aux ouvriers, comme conséquences à la dernière grève.

L'annonce, par nos camarades de Bordeaux, d'une somme importante destinée à venir en aide à nos camarades de la Région Parisienne touchés par la dernière grève, retient l'attention du Bureau qui félicite tout particulièrement les métallurgistes chrétiens bordelais de leur geste de solidarité, par lequel ils ont consenti de retourner l'augmentation de salaires de la dernière quinzaine d'avril au bénéfice des syndiqués chrétiens de la Métallurgie de Paris.

Un échange de vues a lieu sur l'activité internationale de l'Union des Métallurgistes Chrétiens. Le Président Fédéral et le Secrétaire représenteront nos organisations à la réunion du Comité Central les 2, 3 et 4 juillet à Marseille.

La discussion s'engage sur les répercussions des dernières grèves de la Métallurgie de la Région Parisienne, le caractère nettement positif de celles-ci a provoqué une réaction dite « anti-marxiste » qui se traduit par la création et le développement de comités, dits indépendants. Les membres du Bureau apportent à tour de rôle leur point de vue et, d'un commun accord, il est décidé de prendre nettement position contre l'action de ces Comités pour lesquels la réaction antimarxiste n'est qu'un prétexte afin de pouvoir mieux lutter contre le Syndicalisme.

Des remarques sont faites par Pérès et Le Bihan sur la loi du 4 mars 1938 concernant les procédures de Conciliation et d'Arbitrage.

A propos du Congrès Confédéral, l'initiative de Pérès d'organiser un banquet, réservé aux délégués métallurgistes le samedi 4 juin à midi, est adoptée.

Le Secrétaire-Délégué entretient le Bureau de diverses questions administratives et financières, il félicite le Syndicat de la Métallurgie de Paris de la récente signature de la Convention collective échangée en présence d'un représentant du Ministre, après convocation de la Commission Mixte par ce dernier.

Aux questions diverses, Le Bihan met le Bureau au courant d'une tentative de la Compagnie Horlogère pour réduire les salaires du personnel qui, faisant actuellement moins de 30 heures, verrait celles-ci augmenter à condition de substituer à la convention actuelle de la Métallurgie qui lui est appliquée, celle de l'Horlogerie dont les salaires sont moins élevés. Le Bureau se range à l'avis de Pérès et mandate Le Bihan pour s'opposer à un tel arrangement, celui-ci devra exiger de la Compagnie ci-dessus le maintien des avantages acquis.

Enfin, avant de lever la séance,

Imprimerie Centrale

12, rue St-Siméon, Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.

Imprimerie Centrale

12, rue St-Siméon, Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.

Imprimerie Centrale

12, rue St-Siméon, Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.

Une sentence surarbitrale qu'il nous importe de connaître

Le 14 avril, M. Chaillé, Inspecteur général du Travail et Conseiller technique du Cabinet du Ministre, rendait pour la Métallurgie de Haute-Savoie une sentence consécutive à une demande de relèvement de salaire dont nous publions de larges extraits.

Après avoir examiné les indices, le surarbitre estime nécessaire un rajustement des taux horaires et plus particulièrement pour les bas salaires auxquels la hausse est plus sensible.

Nous retiendrons sur le travail aux pièces la justesse des considérants qui émanent bien d'un technicien compétent. D'ailleurs la sentence en elle-même nous apporte la preuve de l'autorité que s'est acquise M. l'Inspecteur général Chaillé en matière de règlement de toutes les questions qui intéressent notre profession.

Travail aux pièces

Considérant :

— que le travail aux pièces, à la prime, au rendement, est généralement prévu dans les conventions collectives de l'industrie des métaux; — que ce mode d'organisation du travail exigeant des travailleurs une dépense de force physique importante et soutenue doit comporter, comme contre-partie, un salaire supérieur par rapport à celui des travailleurs à l'heure; — que la différence entre le salaire à l'heure et le salaire aux pièces doit être telle que le travailleur ait un intérêt marqué à travailler aux pièces;

— que ce salaire supérieur est au surplus justifié par le rendement meilleur de l'outillage et des installations générales de l'établissement qui résulte d'une telle organisation du travail;

— que les prix aux pièces, compte tenu du salaire, qu'ils doivent permettre de réaliser, sont généralement établis, surtout lorsqu'il s'agit d'opérations simples, en grande série, sur machines outils ou au montage selon le procédé dit du « chronométrage »;

— que ce procédé doit être appliqué d'une façon telle qu'un rendement normal du travail soit assuré en garantissant les travailleurs contre le surmenage.

Sur la question d'un abatement du salaire pour certaines localités

Considérant :

— que les différences de salaires qui existent dans une même industrie d'une région à l'autre, ou au sein d'une même région, d'une localité à l'autre, n'ont pu s'établir qu'en raison de circonstances économiques qu'il est impossible de méconnaître;

— que, cependant, la généralisation des conventions collectives a amené une diminution de ces différences et qu'il convient dans cha-

que cas particulier de tenir compte de cette tendance.

Sur la question des allocations familiales

Considérant :

— qu'il est normal que les Allocations Familiales — autrefois appelées « sursalaire familial » — étant un accessoire du salaire soient augmentées en même temps que le salaire lui-même;

— que, cependant, cette augmentation doit être faite selon certaines règles afin de maintenir dans le régime général des allocations familiales, l'harmonie nécessaire;

— que des règles ont été déterminées par une circulaire de M. le Ministre du Travail en date du 20 décembre 1937 dont les arbitres et surarbitres ont le devoir de s'inspirer.

Par ces motifs,

Nous décidons :

1^{re} Les salaires minima seront dorénavant fixés aux taux suivants :

Manœuvres ordinaires ... Fr. 5 40

Manœuvres de force, de feu et assimilés ... 5 65

Ouvriers spécialisés :

3^e catégorie ... 5 80

2^e — ... 6 35

1^{re} — ... 6 65

Ouvriers professionnels :

3^e catégorie ... 7 »

2^e — ... 7 40

1^{re} — ... 8 15

2^e Ainsi qu'il a été fait précédemment, la classification des travailleurs entre les différentes catégories professionnelles sera faite dans chaque établissement par la direction en accord avec les délégués du personnel.

Les définitions professionnelles prévues au projet de convention collective ayant déjà été utilisées dans les divers établissements pour la classification en accord avec les délégués et ne semblant pas avoir donné lieu à des contestations de principe, continueront d'être pratiquées. Si des difficultés se produisaient à ce sujet, elles nous seraient soumises pour décision;

3^e La commission mixte paritaire prévue au titre XII du projet de convention collective sera constituée. Elle réglera les contestations qui pourront se produire dans la classification des travailleurs par catégories professionnelles, d'autre part, elle calculera s'il y a lieu les salaires des catégories professionnelles non portées au paragraphe 1 de notre décision, en s'inspirant de la relation qui existe d'ores et déjà entre lesdits salaires et ceux des catégories professionnelles explicitement visées plus haut.

4^e Les prix aux pièces, au rendement, à la tâche, seront calculés d'une façon telle qu'ils permettent de gagner un salaire supérieur de 15 à 20 p. cent au salaire minimum. Pour ce calcul, il ne sera tablé que sur 50 minutes à l'heure au plus de travail utile, ce temps devant être réduit s'il y a lieu selon les difficultés du travail telles que, dans les opérations d'usinage, la nature du métal à travailler et la plus ou moins grande facilité du montage des pièces sur la machine-outils.

Exemple : Une opération de chariotage en l'air sur tour de pièces en acier doux, ne comportant en tant que montage et démontage que le serrage et le desserrage d'un mandrin extensible. Le travail est effectué par un ouvrier spécialisé de seconde catégorie.

Salaire aux pièces :

6,35 x 115

= 7,30

100

Le chronométrage établit que l'opération demande une minute.

Le travail utile de l'ouvrier est de 50 pièces à l'heure.

Prix de l'opération :

7,30 : 50 = 0,146.

Les prix aux pièces qui ne correspondent pas aux normes ci-dessus définies seront révisés afin de les y rendre conformes.

5^e Les salaires prévus ci-dessus subiront un abatement de six pour cent à Faverge et de huit pour cent à Alby-sur-Chéran.

6^e Les allocations familiales seront dorénavant fixées aux taux mensuels ci-après :

Pour un enfant : 40 francs au lieu de 30; augmentation 25 p. cent;

Pour deux enfants : 100 fr. au lieu de 80; augmentation 20 p. cent;

Pour trois enfants : 180 francs au lieu de 160; augmentation 12 pour cent;

Pour quatre enfants : 280 francs au lieu de 250.

Pour chaque enfant en sus : 120 fr.

Les allocations nouvelles seront applicables à partir du second semestre 1938.

Les salaires minima nouveaux ayant été établis en considération de l'indice du coût de la vie au 15 février 1938, seront applicables à partir du 1^{er} mars. Les établissements qui éprouveraient des difficultés à payer en une seule fois le rappel d'augmentation pourront en répartir le règlement sur les payes à venir jusqu'au 15 mai.

..

Cette sentence ne s'applique ni aux industries d'électrochimie et d'électrometallurgie, ni aux usines de décolletages.

En matière de conclusion nous noterons l'attitude syndicale de nos camarades d'Anancy qui, évincés des discussions de la convention, ont tenu à faire connaître à propos de ce relèvement de salaires leur point de vue. Leur intervention a permis d'enregistrer une notable augmentation des allocations familiales, démontrant combien l'attitude de certains représentants ouvriers est condamnable et contraire aux intérêts communs du monde du travail.

Le Compagnon.

La Vie Fédérale et Syndicale

LAISNE

Les incidents de Saint-Michel (Aisne)

Et la liberté syndicale ?

Depuis quelques mois, un certain nombre d'ouvriers métallurgistes de Saint-Michel (Aisne) avaient quitté le Syndicat des Métaux C.G.T. où ils avaient été embrigadés lors des événements de juin.

Le camarade **P. Bontant** était devenu secrétaire de la section locale de Saint-Michel du Syndicat Libre de la Métallurgie de Hirson et environs (C.F.T.C.), secondé par une équipe de militants parmi lesquels **A. Thirion**.

Certains militants cégétistes de St-Michel ne furent pas contents... mais là pas contents du tout, du courage et de l'activité de nos amis, ce qu'ils appellèrent, eux, une « dissidence... »

LE 13 AVRIL...

Il était 17 heures, nos camarades **BONTANT** et **THIRION** sortaient de la Société Générale de Fonderie où ils sont magasiniers.

Un cortège de chômeurs et de militants de la C.G.T. au nombre de 250 environ à la tête desquels se trouvait le camarade **Baudaux**, Secrétaire du Syndicat des Métaux C.G.T., attendaient nos camarades à la sortie.

UNE CONDUITE... EN CORTÈGE

Thirion fut encadré et dut marcher en tête du cortège avec le drapeau rouge C.G.T. de Saint-Michel placé au-dessus de sa tête. **Bontant** qui se trouvait à bicyclette, doubla le cortège pour ne pas laisser **Thirion** seul. **Baudaux** qui dirigeait le cortège avertit ses amis de l'arrivée de **Thirion**, en leur criant : « Les voilà tous les deux ! » Nos camarades furent obligés de rester en tête du cortège qui traversa une partie de Saint-Michel. **Thirion** et **Bontant** furent investies de slogans peu agréables : « Bontant au poteau... » « A mort !... »

L'AGRESSION

A peu de distance de son domicile, **Thirion** se retourna, agacé par les frotements des plis du drapeau rouge et dit à ses poursuivants : « Allez-vous me laisser tranquille, j'en ai assez... »

Le cortège ayant traversé le pont dit « de la passe branlante », un des suivants se jeta brutalement sur **Thirion**, le fit passer au-dessus du vélo de **Bontant**... Notre camarade **Thirion** alla s'affaler sur le sol, se blessant sérieusement. **Bontant** le protégea et essaya de le ramener chez lui. Il y réussit après de longs efforts. Pendant ce temps, les cégétistes et leur chef **Baudaux** s'étaient arrêtés : l'un d'eux dit : « Laissons-les, maintenant ».

LUXATION DES COTES...

Le docteur appelé constata la luxation de plusieurs côtes et indiqua par certificat médical sur timbre une incapacité de travail de quinze jours. **Thirion** dut rester alité... Il se plaignait de violentes douleurs.

LIBERTE, LIBERTE CHERIE...

Il est surprenant que certains tenants de la liberté ne la convoient que pour eux, à sens unique... La liberté ! oui, certes, mais pour tous. Et, la liberté pleine et entière. Mais la liberté de l'un s'arrête là où commence celle de l'autre : on ne peut être libre d'attenter à la liberté d'autrui.

La paix sociale ne pourra être réalisée tant que seront rendus possibles des faits aussi graves que ceux que nous relatons.

Nous intervenons auprès des pouvoirs compétents pour que soient totalement assurées, dans le respect des droits de chacun, la liberté individuelle et la liberté syndicale.

SOISSONS

UNE REUNION DE JEAN PÉRÉS

Le 2 avril, **Jean Pérés**, secrétaire adjoint de la C.F.T.C., est venu traiter de la C.F.T.C. devant les événements actuels.

Cette conférence très documentée fut unanimement appréciée, de nos camarades métallistes en particulier.

Elle fut suivie d'un échange de vues très cordial et courtis avec des camarades de la C.G.T., échange de vues qui a permis de préciser notre situation devant l'actualité.

Bref, une réunion intéressante à tous les points de vue. Il est à regretter cependant que l'auditoire n'ait pas été plus important, à notre avis la seule personnalité de notre ami **Pérés** imposait la présence de tous nos camarades, les problèmes de l'heure présente sont suffisamment ardu pour que tous les travailleurs aient à cœur de vouloir les connaître et aider à en chercher la solution.

E. H.

Nos cours professionnels et techniques se poursuivent, les deux derniers furent un succès. Les camarades hésitants se doivent d'y assister. L'enseignement donné est à la portée de tous.

Prochain cours, le mercredi 3 mai, à 20 h. 15; sujet traité : les métaux (suite).

ARDENNES

CHARLEVILLE

CONGRES SYNDICAL DANS LES ARDENNES

Le dimanche 24 avril, à Fumay, dans la Vallée de la Meuse, sous la Présidence de **Jules Périn**, Président de l'Union Départementale des Ardennes et avec la collabora-

tion de **Jean Gerstel**, trésorier de la Fédération, le Syndicat Libre Ardennais des Travailliers sur métaux a tenu son grand Congrès annuel.

Tous ceux qui ont participé à cette magnifique manifestation, qui fut à la fois une journée de travail, d'amitié et une manifestation de force, en garderont une excellente impression.

Le matin, plus de 200 délégués représentant 35 sections locales ont entendu des consignes d'ordre pratique concernant l'administration, la formation, l'action professionnelle, et la propagande, qui leur furent données par **Jules Biver**, secrétaire du Syndicat.

Jean Gerstel retraça l'activité de la C.F.T.C. et de la Fédération durant ces derniers mois. Il insista tout particulièrement sur la position prise par les Syndicats Chrétiens, vis-à-vis du statut moderne du Travail, et dans les récentes grèves de la Métallurgie Parisienne.

Les congressistes assistèrent ensuite à la Messe dite pour les membres défunts du syndicat.

A l'évangile, **M. l'Abbé Rougier**, Directeur du Secrétariat Social, dans une allocution très appréciée, montra comment à l'école du Christ, le militant syndicaliste, par ses sacrifices quotidiens, travaille au bonheur et à la rédemption de la classe ouvrière.

Un repas fraternel fut ensuite servi à près de 200 convives.

Aussitôt, **Jules Périn** porta un toast à la nouvelle Centrale des Syndicats chrétiens des Ardennes, et **Jean Gerstel** aux familles ouvrières et à celles qui en sont les reines : les vaillantes épouses des syndiqués.

Plusieurs camarades se firent ensuite entendre dans leur réperitoire.

..

L'après-midi, pour la séance de clôture, la Salle des Fêtes de la Mairie était comble.

Jules Piver souhaita la bienvenue à un sympathique auditoire de plus de 500 personnes et fit ressortir ce qui différencie la C.F.T.C. des autres organisations syndicales.

Jean Gerstel retraça comment depuis plus de 50 ans, la C.F.T.C. travaille à défendre les intérêts ouvriers et marqua la place qu'elle tient maintenant dans le monde du travail.

M^{lle} Emilie Guillaume, Secrétaire-adjointe de l'U.D., très chaleureusement applaudie, fit un exposé de l'action de la C.F.T.C. en faveur de la famille ouvrière.

Enfin, **Jules Périn** clôtura cette magnifique journée par une conférence au cours de laquelle il démontra, documents à l'appui, que les lois sociales ne sont pas la cause de tous les maux actuels.

En résumé, bonne journée, où le Syndicalisme Chrétien affirma sa vitalité et se prépara de nouveaux succès.

..

Un de nos adhérents nous signale à l'intention d'un camarade qui désirerait, pour des raisons particulières, acquiescer une petite entreprise de plomberie et zinguerie, avec outillage et clientèle, répartie sur 8 communes, dans le département des Ardennes, d'écrire à : **M. RAUSSIN**, à Avaux (Ardennes).

AVEYRON

Viviez - Penchot

Depuis longtemps l'activité de notre syndicat ne s'était pas manifestée dans les colonnes de notre excellent journal : l'Ouvrier Métallurgiste. Mais celle-ci n'en était pas moins importante. Notre mouvement ouvrier chrétien, en pleine vitalité, est en pleine ascension dans notre région, de vrais camarades, animés du meilleur esprit syndical attirent à nous de nouveaux adhérents.

De nombreux camarades nous demandent de leur donner en quelques lignes dans notre organe mensuel : l'intensité, le travail et l'efficacité de notre action. C'est ce que l'avenir nous fera, et ainsi nous excellons journal sera un véritable trait d'union entre tous les camarades syndiqués.

Nous nous permettons d'adresser un appel à tous nos amis pour qu'ils fassent un effort afin d'assister toujours plus nombreux à nos réunions.

MARCOU.

LOIRE-INFÉRIEURE

NANTES

UNE AGITATION STERILE

Pour protester contre le refus patronal d'augmenter les salaires dans la Métallurgie, le Syndicat adhérent à la C.G.T. décidait une démonstration en organisant une grève d'une heure; nos camarades mis devant le fait accompli, refusèrent de se prêter à une manœuvre qu'ils considéraient comme préjudiciable aux intérêts ouvriers, malgré leur caractère représentatif et leur activité syndicale, ils se heurtèrent à l'incompréhension d'un milieu rétrograde où une minorité de gens, aux idées bornées, ayant ravalé le Syndicalisme à leur mesquine personne, tentent d'imposer à la classe ouvrière le ridicule d'une action que justifie, seule, l'incompétence de ces meneurs.

Les travailleurs, lassés de toute cette agitation stérile, comprennent qu'ils sont, au fond, l'enjeu d'une partie qui se joue sur leur dos et décidés à ne plus servir les ambitions de tyrannaux à la recherche d'une popularité décadente, don-

nent leur adhésion aux organisations de la C.F.T.C. qui, aujourd'hui comme hier, se sont consacrées et se consacrent totalement au service du monde du travail, non point pour se faire, à la faveur de leur activité, une réclame tapageuse que certains utilisent pour asservir ceux qui les suivent, mais, au contraire, pour élever ceux auxquels ils veulent réaliser un bien-être sans cesse accru, pour permettre aux travailleurs de se libérer par la possession d'une vraie liberté et non pas de cette contrefaçon, doublée d'une camelote d'exportation, dont certains pourfendeurs à la don quichotte tentent de se réclamer.

(Section de la Chambre de Commerce)

Lors de la signature de la nouvelle convention par la Fédération des Ports et Docks, grande fut la surprise de voir nos camarades auxiliaires ne pas toucher les mêmes allocations familiales que les titulaires.

Aussitôt, notre section, aidée par notre secrétaire de l'Union locale envoyait plusieurs lettres à notre Direction.

Après étude, notre président de section, **Salmas**, nous apprenait que nous avions satisfaction depuis le premier avril; ce qui comporte pour certains camarades des augmentations allant jusqu'à 310 francs pour 5 enfants.

Nous enregistrons avec satisfaction un tel résultat dû à l'action de nos camarades de la C.F.T.C. Quand donc verrons-nous certain sectarisme désarmer et comprendre que la classe ouvrière a mieux à faire que de perpétuer dans son sein des luttes stériles ?

GIRONDE

BORDEAUX

SYNDICAT de la MÉTALLURGIE

130, rue du Palais-Galien

PERMANENCES : Tous les samedis de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures.

REUNIONS DU CONSEIL : Tous les mardis à 21 h. 30, à l'issue du Cercle d'Etudes et sur convocations individuelles.

RAJUSTEMENT DES SALAIRES

Nos camarades savent que dès qu'a été rendue la sentence **Issarte**, le 3 décembre 1937, d'accordant qu'un relèvement de salaires d'environ 3,5 %, pour une augmentation du coût de la vie de 16 % correspondante et rejetant notre demande d'augmentation des Allocations familiales, le Syndicat des Métaux (C.G.T.) formula seul une nouvelle demande de rajustement des salaires, justifiée, disait-il, par certains attendus de la sentence **Issarte**. Chacun sait la décision rendue par le surarbitre, le 17 mars dernier : la demande présentée par le Syndicat des ouvriers et ouvrières de la métallurgie de Bordeaux, n'est pas recevable.

Allons-nous, nous autres Syndicats chrétiens, nous réjouir de cette sentence qui met fin (jusqu'à la prochaine fois) à certaines calamités répandues à notre égard par des meneurs que nous voulons croire sans mandat ? Non, car ce n'est pas notre habitude d'agir de telle manière, nous n'avons à perdre de vue l'intérêt, non seulement de notre Syndicat, mais le bien de tous nos camarades de travail et c'est la raison pour laquelle nous formulons un regret, celui de voir le Syndicat des Métaux (C.G.T.) avoir la prétention de représenter à lui seul tous les Métallistes de Bordeaux et s'engager, de ce chef, dans des procédures dont seuls les ouvriers, tous les ouvriers, sont les victimes, car dans nos foyers où nous rentrons après nos journées de travail, ce ne sont pas des promesses démagogiques que nous demandons nos enfants.

Souhaitons donc à tous nos camarades qu'ils ne perdent jamais de vue l'intérêt matériel et moral de ceux qu'ils prétendent servir, et surtout de repousser comme il convient toute idéologie d'ordre politique qui n'a rien à faire ni à voir dans le mouvement syndical.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Les Syndicats de la Métallurgie qui semblent davantage animés d'esprit de collaboration que certain syndicat ouvrier, ont signé, le 11 mars dernier, avec le Syndicat Patronal de la Métallurgie, un accord qui, non seulement relève les salaires minima des collaborateurs, mais fixe à partir du 1^{er} mars 1938, les Allocations familiales aux taux suivants :

70 francs par mois pour le 1^{er} enfant ;
80 francs par mois pour le 2nd enfant ;
150 francs par mois pour le 3rd enfant et chacun des suivants.

Le Conseil de notre syndicat dès qu'il a eu connaissance de cet accord si conforme à une des ses préoccupations essentielles, puis-que chacun sait que des l'arbitrage **Issarte** il avait insisté devant le surarbitre et demandé qu'enfin on accorde aux familles des Allocations substantielle, en allouant :

100 francs pour le 1^{er} enfant ;
125 francs pour le 2nd enfant ;
150 francs pour le 3rd enfant et chacun des suivants ;

Et une prime de 300 francs par mois pour la mère restant au foyer.

Est entré en rapport avec le Syndicat patronal afin qu'il étende aux ouvriers, les effets d'une si bienfaisante mesure.

Nous ne doutons pas que très prochainement ce soit chose faite pour le plus grand intérêt et des familles ouvrières qui ont à souffrir plus durement des effets de l'augmentation du coût de la vie, et aussi de la paix sociale.

ELECTIONS DE DELEGUES

Dernièrement viennent d'avoir lieu aux **Chargés Reunis**, des élections de délégués; c'est là, pour nos Syndicats chrétiens, l'occasion de « prendre la température » et d'enregistrer l'évolution des esprits.

Voici, par rapport à l'année dernière les résultats obtenus :

	1937	1938
C. G. T.	108 voix	75 voix
C. F. T. C.	17 voix	24 voix

Personne sans doute ne sera étonné d'apprendre que nous étions et restons une minorité, car beaucoup veulent encore ignorer même notre existence, mais tous ceux qui ont des yeux pour voir se réjouiront des progrès réalisés.

AUX JEUNES METALLISTES DE LA C. F. T. C. DE BORDEAUX !

Jeunes Métallistes, vous êtes-vous posé cette question : Qu'ai-je fait ou que fais-je pour mes camarades de travail ? Je crois que beaucoup n'aurait comme réponse que ce simple mot : rien. Cependant, camarades, il y a beaucoup à faire surtout pour les jeunes qui n'ont aucun empêchement, qui ne sont liés par aucune charge de famille, donc cette liberté, ce temps, cette jeunesse, cette ardeur qui anime la jeunesse, ne croyez-vous pas qu'il serait beau de la mettre au service de quelque chose, de quelque chose d'utile et de nécessaire, au service de la classe ouvrière, à celle de nos camarades qui peinent avec nous au labeur.

Ainsi, nous avons pensé qu'une Commission des Jeunes au sein du Syndicat de la Métallurgie pourrait vous procurer le moyen de donner un peu de vous-même aux autres frères de travail qui n'attendent d'ailleurs que cela de vous.

Venez donc à la réunion générale des Jeunes qui aura lieu le samedi 16 mars 1938, au siège du Syndicat, 130, rue du Palais-Galien, à 10 h. 30 le matin.

Nous comptons sur vous tous.

P. F.

HAUTES-PYRÉNÉES

TARBES

Malgré des difficultés de tous ordres, nos camarades de cette région ont réussi, non seulement, à lancer et à faire vivre leur organisation, mais à mener, en même temps, une action revendicative effective. Partie à la Convention collective qui les régit, ils en surveillent l'application et s'efforcent d'obtenir les améliorations qu'appelle une expérience de dix-huit mois.

Nos camarades n'ont pas hésité au cours des réunions de la Commission mixte, à prendre une position très nette en face de l'attitude imprévue de la délégation patronale, ils ont formulé des contre-propositions tendant à baser les discussions d'une nouvelle convention sur le plan départemental.

Nous pensons que cette solution constructive finira par prévaloir dans l'intérêt des ouvriers métallurgistes des Hautes-Pyrénées.

MANCHE

CHERBOURG

SYNDICAT de la MÉTALLURGIE

REUNION D'ETUDES

Le mercredi 16 mars, le Syndicat tenait une réunion d'études. Parmi les adhérents présents, nous avions la joie d'en constater de nouveaux, ce qui témoigne de l'activité de notre syndicat qui pénètre chaque jour davantage dans les masses ouvrières.

Après avoir ouvert la séance, le Secrétaire **Gérard Esperet** nous parla de la Convention Collective, il nous rappela que celle qui était actuellement en vigueur avait été signée par la C.G.T. et nous dit le besoin qu'il y aurait d'en avoir une autre.

Puis le syndicat s'occupant des jeunes, il fut décidé que ceux-ci auraient une réunion par mois, le premier mardi de chaque mois, au cours de laquelle, ils pourraient s'instruire et porter leurs revendications à la connaissance du syndicat.

Ensuite, la discussion s'ouvrit sur la Convention nationale, et **Gérard Esperet** aborda aussitôt après le statut moderne du travail; il nous dit comment il fut conçu par M. Chaumpey pour remédier aux troubles sociaux que remédiaient les réunions et augmentèrent leurs effectifs et leur action.

Le syndicat a participé à la dernière procédure de rajustement de salaires dans la métallurgie lyonnaise qui s'est terminée par le surarbitrage Reutenauer. Comme les années précédentes, la fête de la Saint-Eloi et la séance annuelle des syndicats ouvriers ont été pleinement réussies. L'Assemblée Générale de Printemps s'est tenue samedi 9 avril, Salle Lorenti. Le Conseil Syndical

la conciliation et l'arbitrage. Et, afin de bien nous documenter, **Gérard Esperet** nous énuméra ce que renfermait la conciliation et l'arbitrage : cadre de la convention, échelle mobile, équator, cours suprême d'arbitrage.

Après avoir demandé aux militants s'ils n'avaient pas quelques réflexions à faire, la séance fut levée.

Le Secrétaire adjoint : **Ernest LAUNAY**.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND

Nous sommes heureux de faire part à nos camarades collaborateurs et techniciens de la métallurgie, que nous avons enfin obtenu l'extension de la convention, ceci à dater du 31 mars 1938. Cette extension s'applique à toutes les industries métallurgiques du Puy-de-Dôme, y compris les maisons de fabrication de cycles.

Beaucoup pouvaient commencer à désespérer d'obtenir enfin satisfaction après plus de dix-huit mois de salaire inférieur à leurs camarades travaillant dans des maisons concurrentes, adhérentes à cette convention.

Mais vous voyez qu'il ne faut jamais désespérer de vos organisations syndicales qui font tout pour donner satisfaction à leurs membres, mais, hélas ! tout ne dépend pas de leur seule volonté, le cas présent relevant du Ministre du Travail, qui a procédé avant de rendre sa sentence à de nombreuses enquêtes. Nous avons échangé au sujet de ces enquêtes, une nombreuse correspondance, tant avec le Ministre, qu'avec nos parlementaires députés et sénateurs du Puy-de-Dôme, et avec nos dévoués représentants des syndicats chrétiens à la Chambre, Meck et Hartmann, et nous ne doutons pas que c'est à leur influence que nous devons d'avoir enfin le résultat obtenu.

Reste maintenant l'application de cette extension, mais là encore, si nous n'obtenons pas satisfaction, nous ne nous laisserons pas et entreprendrons de nouvelles démarches, si cela est nécessaire.

Ceci vous servira à répondre à ceux qui vous objecteront que la C.F.T.C. ne fait rien pour la classe ouvrière, et vous enjoignent d'adhérer à la soi-disant seule organisation représentative qui elle vous fera tout obtenir, ne vous laissez pas leurrer par ces verbiages sans fondement et prouvez-leur que nous agissons en tout ce qui est possible; au contraire, renforcez votre propagande, faites de nouveaux adhérents, vous donnez ainsi plus de poids et une grande force à votre organisation que vous voulez tous voir prendre un nouvel essor et une force de plus en plus représentative.

Sortie promenade

Nous rappelons à nos camarades de songer dès maintenant à notre grande sortie-promenade, organisée par l'Union Locale de Clermont, pour le 26 juin. Retenez bien cette date et faites un effort pour venir tous avec vos familles prendre une bonne journée de détente à la campagne dans un esprit de grande collaboration et franche gaîté.

Le lieu vous sera indiqué sous peu, mais dès maintenant, retenez cette date et tous au rendez-vous pour la sortie-promenade.

RHONE

LYON

Pas de nouvelles, bonnes nouvelles, dit-on. C'est en effet le cas pour le syndicat de la Métallurgie de Lyon et la région. Depuis plusieurs mois pas de communiqués dans l'O.M. qui est pourtant là par tous nos syndiqués. Mais l'action syndicale continue et le nombre d'adhérents augmente.

Depuis l'Assemblée Générale d'octobre 1937, l'effort s'est porté sur l'organisation des Sections d'usines et des secteurs. C'est ainsi que le Secteur de Pont de Chéruy, grâce au dévouement de **Barquet**, **Plantier** et autres, est solidement constitué. Les élections de délégués, aux Etablissements Gindre, ont vu élire 6 de nos nôtres, en remplacement de 6 C.G.T. Les sections Delle, à Villeurbanne, Trayvou, à la Mulatière, Berliet-Montplaisir, Cables de Lyon, à Gerland, tiennent régulièrement leurs réunions et augmentent leurs effectifs et leur action.

Le syndicat a participé à la dernière procédure de rajustement de salaires dans la métallurgie lyonnaise qui s'est terminée par le surarbitrage Reutenauer.

Comme les années précédentes, la fête de la Saint-Eloi et la séance annuelle des syndicats ouvriers ont été pleinement réussies.

L'Assemblée Générale de Printemps s'est tenue samedi 9 avril, Salle Lorenti. Le Conseil Syndical

réuni le 22 a ainsi constitué son Bureau :

Secrétaire général : **Amblard Gabriel** ;

Secrétaires-Adjoints : **M^{re} Bergeron** (Section Féminine) ;

Busseneau et **Raynaud** ;

Trésorier général : **Nallet Paul** ;

Trésorier-Adjoint : **Glattard**.

SARTHE

SAINT-JAMME

Surmontant toutes les difficultés nos camarades d'Antioigne ont réussi à faire aboutir une de leurs revendications.

Soucieux des nécessités professionnelles de leur métier, ils ont, après de nombreuses démarches, obtenu de la Direction de leur entreprise l'autorisation d'organiser des visites d'usines à l'usage des jeunes élèves sortant de l'école ; ces visites dirigées et commentées par des techniciens compétents expliqueront aux écoliers les divers stades de fabrication des produits de l'entreprise, le fonctionnement des machines, contribuant ainsi à orienter d'une manière pratique les futurs ouvriers ; ces derniers, en effet, seront à même d'apprécier dans quelles mesures leurs goûts, leurs forces physiques peuvent s'accommoder des nécessités du métier qu'ils ont entrevu ou désiré exercer.

Nos camarades continuent, d'autre part, leur action pour procurer du travail aux veuves et aux femmes sans soutien, afin de leur permettre de vivre par elles-mêmes sans avoir recours à l'allocation de chômage qui ne saurait être considérée comme une formule définitive.

Les syndicalistes chrétiens d'Antioigne qui ont l'esprit du mouvement qui les informe veulent voir la classe ouvrière vivre dignement par son travail, sans être périodiquement contrainte de recourir à l'Assistance Publique, formule toujours humiliante pour ceux qui ont la dignité de leur personne.

Leur activité, au cours de l'hiver, s'est étendue aux achats en commun, au développement des services syndicaux, c'est ainsi que dans une petite localité comme la leur ils ont pu distribuer plus d'une tonne 1/2 de poissons frais.

Dédaignant les démonstrations tapageuses, nos camarades s'appliquent à se rendre utiles à la classe ouvrière en se mettant à son service total.

Qu'ils soient félicités et remerciés d'une telle action, c'est par elle qu'ils parviendront à élargir la trêve, en se faisant estimer du monde du travail.

Avis d'extension des conventions collectives

Avis relatif à l'extension, de la convention collective de travail concernant les Industries Aéronautiques pour le territoire de la France métropolitaine. (« J.O. » du 29 avril 1938).

Extension de conventions

Arrêté modifiant l'arrêté du 30 décembre 1937 portant extension de la convention collective de travail intervenue le 25 juin 1936 dans les industries métallurgiques du Rhône. (« J.O. » du 30 avril 1938).

Arrêté rendant obligatoires les dispositions de la Convention collective de travail du 23 octobre 1936 (additif du 28 mars 1937) concernant les industries métallurgiques du département de la Haute-Saône (ouvriers) pour tous les employeurs et employés des professions et régions comprises dans le champ d'application de la convention. (« J.O. » 5 mai 1938).

Texte de la convention collective de travail de la métallurgie parisienne du 12 Juin 1936 modifiée et complétée en date du 2 Mai 1938

Entre,
Le GROUPE des INDUSTRIELS METALLURGIQUES, MECANIQUE ET CONNEXES de la REGION PARISIENNE,

Représenté par MM. le Baron PETIT, CHALEL, CLEMENT, AUBAGNAC, BERTHELOIN, DUTREUX, GUILLEMON, LOBSTEN, LORCERY, MEURIOT, PINET, ROULLIER, SIMON, VILLET,

Et la Société André CITROEN, non adhérente au groupement ci-dessus,

Représentée par M. LAMY,

d'une part,

Et,

La FEDERATION FRANCAISE des SYNDICATS DE LA METALLURGIE et Parties Similaires (C.F.T.C.),

Représentée par J. PERES et J. BOTTON,

Le SYNDICAT OUVRIER DE LA METALLURGIE et Parties Similaires,

Représenté par P. LE BIHAN, R. LELIEVRE, J. GERSTEL,

Et l'UNION DES SYNDICATS CHRETIENS D'OUVRIERS de la REGION PARISIENNE,

Représentée par L. LEONARD,

d'autre part,

et en présence de Monsieur CHAUVIN, Inspecteur Départemental du Travail, représentant Monsieur le Ministre du Travail,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Fait à Paris, le 6 mai 1938,

TEXTE DE LA CONVENTION

Article premier. — Le présent contrat règle les rapports entre employeurs et ouvriers des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne, pour la région définie ci-après : Seine et Seine-et-Oise.

Toutefois, en ce qui concerne le barème des salaires, la situation des différents centres de la périphérie du département de Seine-et-Oise est réglée comme ci-dessous.

N.B. — Cette question est à étudier par une commission spéciale.

Durée - Dénonciation

Art. 2. — Le présent contrat, complétant et modifiant celui en date du 12 juin 1936, est conclu pour une durée d'un an.

Il est renouvelable d'année en année, par tacite reconduction.

Il est dénonçable par l'une ou l'autre des parties un mois avant chaque date d'expiration.

Pendant la durée du préavis, les parties s'engagent à ne décider ni grève ni lock-out.

Droit syndical

Art. 3. — L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les parties contractantes reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du Livre III du Code du travail.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Les ouvriers s'engagent à ne pas prendre en considération les opinions de leurs camarades de travail ou leur adhésion à tel ou tel syndicat.

Si une des parties contractantes conteste le motif du congédiement d'un travailleur, comme ayant été effectué en violation du droit syndical ci-dessus rappelé, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter aux cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

Dans le cas où le tribunal compétent constaterait qu'un renvoi a été effectué en violation du droit syndical, il pourra ordonner la réintégration, et si l'ouvrier n'est pas réintégré, condamner l'employeur à payer une indemnité.

L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois.

Délégués ouvriers

Art. 4. — Dans chaque établissement occupant plus de dix ouvriers, il est institué des délégués ouvriers, titulaires et suppléants, ainsi qu'il sera précisé à l'article 17.

Dans les établissements comptant de 5 à 10 ouvriers, il pourra être désigné un délégué titulaire et un délégué suppléant, si la majorité des intéressés le réclame au scrutin secret.

Art. 5. — Le délégué titulaire, ou en son absence le délégué suppléant, est le représentant de son collège électoral auprès de la direction.

Les délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, relatives à l'application des tarifs de salaires, du Code du travail et autres lois et règlements

concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité.

Les employeurs ne s'opposent pas à ce que les délégués soient entendus par l'inspecteur du travail au cours de ses visites dans l'établissement.

Art. 6. — Les attributions des délégués sont nettement délimitées par l'article 5 précédent.

Les délégués élus pourront, à leur demande, se faire assister par un représentant du syndicat de leur profession. Dans ce cas, ils devront en prévenir la direction au moins 24 heures à l'avance.

Ce représentant devra pouvoir justifier d'un mandat régulier de son organisation.

Art. 7. — Les délégués sont reçus par la direction ou son représentant au moins une fois par mois, aux heures fixées par la direction et affichées dans les ateliers intéressés.

Les délégués sont reçus individuellement.

Toutefois, lorsque les questions intéressent à la fois plusieurs collèges électoraux, les délégués de ces collèges électoraux peuvent être reçus en même temps.

En dehors de ces réceptions périodiques, les délégués sont reçus en cas d'urgence sur leur demande.

Le délégué titulaire sera toujours reçu avec son délégué suppléant lorsque la réception portera sur un seul délégué.

Les réceptions de délégués auront lieu en principe pendant les heures normales de travail.

En principe, pour faciliter l'examen des questions à étudier, les délégués résumeront leurs demandes par écrit dans une note qu'ils remettront à la direction trois jours avant la réception mensuelle. La direction fera alors connaître sa réponse par écrit dans un délai qui ne saurait dépasser huit jours après l'entrevue.

Demandes et réponses seront consignées sur un registre tenu par la direction.

Art. 8. — Chaque délégué recevra une indemnité égale au salaire moyen perdu du fait de l'exercice de ses fonctions de délégué du personnel, avec un maximum de 10 h. par mois, sauf cas exceptionnel.

Les délégués dont le collège électoral comprendra plus de 500 ouvriers pourront être autorisés à dépasser la limite de 10 heures par mois fixée ci-dessus pour l'exercice de leurs fonctions de délégué, sans toutefois pouvoir dépasser 15 heures par mois.

Chaque délégué continuera à travailler normalement dans son emploi.

En principe, le temps que le délégué consacrerait à l'exercice de ses fonctions sera prélevé sur les deux dernières heures de sa journée de travail.

Sauf cas exceptionnel, la durée du travail journalier du délégué ne devra pas être inférieure à 75 p. cent de la durée journalière moyenne de sa catégorie.

Les délégués ne peuvent en aucun cas être congédiés ou déclassés pour exercice normal de leurs fonctions de délégués.

Dans le cas où les nécessités du service exigent le déplacement d'un délégué, celui-ci continuera à exercer ses fonctions jusqu'au terme de son mandat auprès du collège qui l'a élu.

Art. 9. — Les ouvriers restent libres de présenter eux-mêmes leurs propres réclamations à leurs chefs ou à la direction.

Art. 10. — Les délégués sont élus pour un an; ils sont rééligibles.

Art. 11. — Sont électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgés d'au moins 18 ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civiques.

Art. 12. — Sont éligibles les électeurs définis par l'article précédent, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, sachant lire et écrire, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis un an, sous réserve que cette durée de présence

devra être abaissée si elle réduit à moins de cinq le nombre des éligibles.

Les ouvriers tenant commerce de détail, de quelque nature que ce soit, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles.

Dans les collèges électoraux comprenant au moins 50 p. cent de main-d'œuvre coloniale, les sujets français seront éligibles.

Procédure de l'élection

Art. 13. — La date et les heures de commencement et de fin du scrutin seront déterminées, pour chaque collège, par la direction, après avis des délégués sortants.

Cette date doit être placée dans le mois qui précède l'expiration du mandat des délégués.

Elle sera annoncée une semaine à l'avance par un avis affiché dans l'atelier et accompagné de la liste des électeurs et des éligibles.

Les réclamations au sujet de cette liste devront être formulées par les intéressés trois jours avant l'élection. Les éligibles qui voudront poser leur candidature devront se faire connaître au plus tard trois jours avant la date fixée pour l'élection.

Le vote a lieu immédiatement après la fin du travail. Dans les ateliers ayant équipes de jour et de nuit, l'élection aura lieu entre la sortie et la reprise du travail, afin de permettre le vote simultané des deux équipes en présence.

Un emplacement sera réservé, pendant la période prévue pour les opérations électorales, pour l'affichage des communications concernant celles-ci.

Art. 14. — Le bureau électoral de chaque collège sera composé des deux électeurs les plus anciens dans l'atelier et du plus jeune, présents à l'ouverture du scrutin et acceptant.

La présidence appartiendra au plus ancien.

Le bureau sera assisté, dans toutes ses opérations, notamment pour l'embarquement des électeurs et le dépouillement du scrutin, par un employé de la feuille de paie ou un marqueur. Si le bureau avait à prendre une décision, l'employé proposé aux emplacements aurait simplement voix consultative.

Art. 15. — Le vote aura lieu à bulletins secrets, dans une urne, dans l'endroit le plus favorable de l'atelier et en présence du bureau de vote.

Les ouvriers passeront dans un isolement pour mettre le ou les bulletins dans une enveloppe de modèle uniforme, qui leur sera remise à l'avance. Tous bulletins à noms écrits seront détruits après la signature du procès-verbal par le bureau.

Dans le cas de plusieurs bulletins au même nom pour un même poste de délégué, il ne sera compté qu'une seule voix.

Les bulletins ainsi que les enveloppes de modèle uniforme devront être fournis en quantité suffisante par la direction au moins trois jours ouvrables avant l'élection.

Les éligibles pourront faire imprimer ces bulletins à leur nom.

Aucun bulletin ne devra porter de signe distinctif permettant de reconnaître l'électeur.

Art. 16. — Dans chaque collège électoral, deux votes distincts auront lieu : l'un pour les délégués titulaires, l'autre pour les délégués suppléants. Les votes pour le délégué titulaire et le délégué suppléant étant en principe simultanés, il sera mis dans chaque enveloppe soit un bulletin désignant le délégué titulaire et le délégué suppléant, soit deux bulletins : l'un pour le délégué titulaire, l'autre pour le délégué suppléant.

Le délégué élu à chaque poste sera celui ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

En cas d'égalité de suffrages, le plus ancien dans l'établissement sera élu.

Le dépouillement du vote a lieu immédiatement après l'heure fixée pour la fin du scrutin et ses résultats sont consignés sur un procès-verbal en trois exemplaires. Un de ces exemplaires sera remis aux délégués ouvriers élus ; le second sera

affiché dans l'atelier intéressé ; le troisième restera entre les mains de la direction.

Art. 17. — Les établissements comptant de onze à cinquante ouvriers auront un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Les établissements comptant de cinquante-et-un à deux cent cinquante ouvriers auront deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Les établissements comptant de deux cent cinquante-et-un à mille ouvriers auront trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.

Les établissements comptant plus de mille ouvriers auront quatre délégués titulaires et quatre délégués suppléants, plus un délégué titulaire et un délégué suppléant par mille ouvriers ou fraction de mille.

Après que les délégués sortants auront, à titre d'indication, formulé leur avis, le personnel ouvrier de chaque établissement sera divisé par la direction en autant de collèges électoraux qu'il comportera de délégués titulaires à élire d'après les prescriptions ci-dessus, en tenant compte de la disposition des ateliers.

Chacun des collèges électoraux ainsi établis élira le délégué titulaire et le délégué suppléant chargés de le représenter, conformément aux prescriptions de l'article 5.

Art. 18. — En cas de vacance d'un des délégués, titulaire ou suppléant, survenant plus de trois mois avant l'expiration de son mandat, par démission ou autrement, une élection aura lieu pour le remplacer.

Le nouvel élu sera nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplacera.

Salaires

Art. 19. — A) Définitions :

1° On entend par ouvrier qualifié ou par ouvrier professionnel un ouvrier possédant un métier dont l'apprentissage peut être sanctionné par un certificat d'aptitude professionnelle et ayant satisfait à l'essai professionnel d'usage ;

2° On entend par ouvrier spécialisé un ouvrier exécutant sur des machines-outils, au montage, à la chaîne, au four, etc., des opérations qui ne nécessitent pas la connaissance d'un métier dont l'apprentissage peut être sanctionné par un certificat d'aptitude professionnelle.

B) Travaux à l'heure :

Le salaire horaire minimum pour les travaux à l'heure sera conforme au salaire minimum prévu au présent contrat.

Ce salaire minimum ne s'appliquera cependant pas pour les ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans un état d'infériorité notable suivant la définition donnée par le dernier alinéa de l'art. 3 du décret du 10 août 1899 sur les conditions de travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

C) Travaux aux pièces, à la prime, au rendement, etc. :

Les tarifs des travaux exécutés aux pièces, à la prime, à la chaîne et au rendement devront être calculés de façon à assurer à l'ouvrier ou à l'ouvrière travaillant normalement un salaire supérieur au salaire minimum de sa catégorie. L'ouvrier ou l'ouvrière travaillant aux pièces, à la prime, à la chaîne et au rendement a la garantie du salaire horaire correspondant aux taux de sa catégorie pendant une période considérée comme normale pour permettre son adaptation à un travail nouveau.

Au cas de perte de temps due à une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier pendant l'exécution de travaux aux pièces, à la prime, à la chaîne ou au rendement (arrêt de courant, attente de pièces ou de matières, arrêt ou accident de machines, etc.), le temps passé à l'atelier est payé à l'ouvrier au taux du salaire horaire minimum fixé par le présent contrat.

Si la direction juge devoir faire partir les ouvriers pendant le temps nécessaire à la remise en route du travail, elle sera habilitée à le faire après avoir permis aux ouvriers de faire jouer toutes les clauses du présent contrat.

D) Jeunes ouvriers :

Au-dessus de 18 ans, les jeunes ouvriers et ouvrières professionnels ou spécialisés seront considérés comme adultes et recevront le salaire de leur catégorie à condition de justifier d'une capacité professionnelle suffisante.

Les jeunes ouvriers manœuvres âgés de plus de 18 ans seront considérés comme adultes et recevront le salaire de leur catégorie.

E) Travail à domicile :

Un additif spécial de salaires fixera les tarifs applicables au travail à domicile dans les industries intéressées selon les principes fixés par la législation en vigueur.

Embauchage

Art. 20. — Les employeurs feront connaître leurs besoins de main-d'œuvre aux Offices publics paritaires de placement qui s'efforceront d'y satisfaire.

Ils pourront en outre recourir à l'embauchage direct.

Toutefois, les offres d'embauche par affiches et annonces ayant donné lieu à des abus auxquels les parties contractantes désirent mettre fin, il est entendu que ces affiches ne devront être apposées que dans un rayon de 10 kilomètres autour de l'entreprise.

D'autre part, les affiches et annonces devront comporter la durée de leur appel et préciser que les postulants ne devront pas se présenter, mais écrire. Le timbre leur sera remboursé avec la réponse.

Dans les entreprises dont la marche est sujette à des fluctuations, il sera fait appel, par priorité, aux ouvriers et ouvrières qui auraient été licenciés depuis moins de six mois, pour manque de travail.

Toutefois, cette disposition ne peut faire échec aux obligations résultant de la loi sur l'emploi obligatoire des mutilés.

Cette mesure ne s'applique pas aux ouvriers et ouvrières déjà embauchés dans une autre entreprise.

Délai-congé

Art. 21. — La durée du délai-congé réciproque en application du présent contrat, sauf les cas de faute grave ou de force majeure, sera équivalente à celle du travail hebdomadaire dans l'entreprise.

Dans le cas d'observation du délai-congé par la partie qui aura pris l'initiative de la rupture, l'indemnité sera au moins égale au salaire minimum correspondant à la durée hebdomadaire de travail prévue par la législation en vigueur, tel que ce salaire minimum est fixé pour la catégorie par la présente convention.

Pendant la période de délai-congé, les ouvriers et ouvrières seront autorisés à s'absenter chaque jour, pendant deux heures, pour leur permettre de trouver du travail. Ces absences seront fixées alternativement un jour au gré de l'ouvrier ou de l'ouvrière, un jour au gré de l'employeur.

Conformément à l'usage, les absences des travailleurs ayant un salaire forfaitaire hebdomadaire, mensuel, ou d'autre durée, ne donneront pas lieu à réduction de salaire. Les absences des ouvriers et ouvrières dont le salaire est fixé à l'heure ou au rendement ne donneront pas lieu à rémunération.

Maladie, accidents

Service militaire

Art. 22. — Les absences justifiées par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident ne constituent pas pendant six mois une rupture de contrat de travail. Toutefois, dans le cas où ces absences imposeraient le remplacement effectif des intéressés, ceux-ci auront droit de préférence au réembauchage pendant une durée de six mois à compter de leur remplacement.

La notification de l'obligation du remplacement éventuel sera faite aux intéressés par lettre recommandée.

Il est rappelé que les absences occasionnées par les périodes militaires de réserve ne seront pas

considérées comme entraînant rupture du contrat de travail.

Les jeunes ouvriers travaillant dans une entreprise depuis au moins un an au moment de leur départ au service militaire jouiront pendant les trois mois suivant leur libération d'un droit de préférence au réembauchage.

Pour bénéficier de cette disposition, les jeunes ouvriers devront formuler une demande de réembauchage au moins quinze jours avant leur libération.

Cette mesure ne peut faire échec aux obligations résultant de la loi sur l'emploi obligatoire des mutilés.

Période d'essai

Art. 23. — L'exécution d'une épreuve préliminaire ne constitue pas un embauchage ferme. Toutefois, le temps passé à cette épreuve, lorsqu'il excédera trois heures, sera payé au taux minimum de la catégorie fixé par la présente convention.

La durée de la période d'essai sera de deux semaines de travail, sauf nécessités techniques.

Pendant la période d'essai, et quel que soit le mode de rémunération, les parties peuvent résilier le contrat de travail sans préavis.

Les contrats individuels qui seront conclus postérieurement à la signature de la présente convention devront se référer à celle-ci et ne contenir aucune disposition contraire.

Apprentis

Art. 24. — Les parties sont d'accord pour décider qu'une commission mixte établira les tarifs particuliers aux apprentis, ainsi que les conditions d'apprentissage.

Cette commission mixte sera tripartite et sera composée de représentants des organisations signataires de la présente convention et du Ministère du Travail.

Durée du travail Indemnités

Art. 25. — A) Pour la réglementation de la durée du travail, les parties se réfèrent aux lois et décrets en vigueur.

Les heures supplémentaires effectuées, par application des dispositions de l'article 6, paragraphes 2 et 3 du décret du 27 octobre 1936 (surcroît extraordinaire de travail) bénéficieront d'une majoration, en plus du salaire normal, calculée sur le salaire horaire ou aux pièces, suivant le mode de rémunération.

B) Calcul des majorations.
1° 25 % pour les deux premières heures au delà de la durée de la journée normale de travail ;
2° 33 % au delà de ces deux heures.

Les heures supplémentaires de nuit comprises entre 22 heures et 6 heures du matin, ainsi que les heures supplémentaires effectuées les dimanches et fêtes : 50 %. Ces majorations constituent un minimum ; les majorations supérieures actuellement pratiquées restent acquises.

C) Indemnités de panier.

Le personnel travaillant en équipe de nuit (22 heures à 6 heures) bénéficie d'une prime de 8 fr. minimum dite « indemnité de panier ». Les indemnités de panier dont le taux est supérieur restent acquises.

D) Indemnités de transports.

L'ensemble des avantages existants ou à accorder aux ouvriers et ouvrières travaillant en deuxième équipe de jour ne sera pas inférieur à 2 francs.

E) Travail en équipes.

Le personnel travaillant en équipe continue, bénéficie d'une demi-heure d'arrêt payée à un taux de salaire minimum garanti.

Congés payés

Art. 26. — 1° Conformément à la loi du 20 juin 1936 et au décret du 17 août 1936, un congé annuel est accordé au personnel dans les conditions fixées par ladite loi. Le salaire horaire à considérer ne saurait être inférieur au salaire horaire minimum de la catégorie à l'époque du congé ;

2° Les travailleurs titulaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à une année auront droit à un congé payé à raison d'un jour par mois ou fraction de mois.

La durée de plusieurs contrats individuels successifs chez le même employeur sera totalisée pour ce calcul.

3° L'époque sur laquelle s'échelonnent les congés annuels est fixée en principe du 1^{er} juin au 15 octobre.

Allocations familiales

Art. 27. — Les allocations familiales seront payées conformément à la loi du 11 mars 1932.

Conformément à l'article 74d du Code du travail, aucune déduction ne peut être faite pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de fraude.

Dispositions finales

Art. 28. — Les avantages prévus au présent contrat ne pourront être la cause de la réduction des avantages acquis antérieurement existants dans les établissements.

Art. 29. — Les parties appliquent aux différents collectifs la procédure instituée par le décret du 20 avril 1938.

Art. 30. — Le présent contrat sera établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remettre à chacune des parties contractantes au ministère du Travail et pour le dépôt au secrétariat des Conseils de Prud'hommes dans les conditions prévues à l'article 31 C du Livre I^{er} du Code du Travail.

SALAIRES HORAIRES MINIMA GARANTIS

EMPLOIS	Tarification commune		ARBITRAGES				2 Mai 1938	Minima garantis
	C.C. 36	Modifié par les 40 h.	Oualid	Villette	Brin	Brin		
Manœuvres femmes	4 25	5 10	5 53	5 88	6 43	6 53	0 25	6 78
Manœuvres hommes (ordinaires)	5 »	6 »	6 51	6 86	7 41	7 61	0 25	7 86
Manœuvres hommes (gros travaux)	5 40	6 48	7 03	7 38	7 93	8 13	0 25	8 38
O. S. femmes (montage et divers)	4 90	5 88	6 37	6 72	7 27	7 37	0 25	7 62
O. S. hommes (montage et divers)	6 10	7 32	7 94	8 29	8 84	9 04	0 30	9 34
O. S. femmes (sur machines)	5 30	6 36	6 90	7 25	7 80	7 90	0 25	8 15
O. S. hommes (sur machines)	6 25	7 50	8 13	8 48	9 03	9 23	0 30	9 53
Ajusteurs	7 »	8 40	9 11	9 46	10 01	10 21	0 35	10 56
Professionnels machines fabrication (tourneurs, fraiseurs, rectifieurs, alésieurs, mortaiseurs, raboteurs)	7 20	8 64	9 37	9 72	10 27	10 47	0 35	10 82
Professionnels d'outillage (traciers-outilleurs, graveurs-outilleurs, tourneurs-outilleurs, fraiseurs-outilleurs, rectifieurs-outilleurs, ajusteurs-outilleurs)	7 75	9 30	10 10	10 45	11 »	11 20	0 35	11 55
Régles machines et divers (ouv. prof.)	7 50	9 »	9 76	10 11	10 66	10 86	0 35	11 21
Régles sur machines automatiques (ouv. prof.)	7 75	9 30	10 10	10 45	11 »	11 20	0 35	11 55
Chaudrons chaudière	6 20	7 44	8 02	8 42	8 97	9 17	0 30	9 47
Menuisiers	6 40	7 68	8 34	8 69	9 24	9 44	0 35	9 79
Electriciens	6 80	8 16	8 85	9 20	9 75	9 95	0 35	10 30
Forgerons main	7 50	9 »	9 76	10 11	10 66	10 86	0 35	11 21
Horlogers	7 »	8 40	9 11	9 46	10 01	10 21	0 35	10 56
Magasiniers	6 »	7 20	7 81	8 16	8 71	8 91	0 30	9 21
Mécaniciens metteurs au point	7 »	8 40	9 11	9 46	10 01	10 21	0 35	10 56
Plombiers	6 50	7 50	8 46	8 81	9 36	9 56	0 35	9 91
Serruriers	6 70	8 04	8 73	9 08	9 63	9 83	0 35	10 18
Chaudronniers formeurs et tôliers formeurs	8 »	9 60	10 41	10 76	11 31	11 51	0 35	11 86
Soudure autogène	7 20	8 64	9 37	9 72	10 27	10 47	0 35	10 82
Tôliers	7 20	8 64	9 37	9 72	10 27	10 47	0 35	10 82